

Euthanasie

Depuis le 1er septembre 2008, tout citoyen peut se rendre à la commune pour y faire enregistrer une déclaration anticipée en matière d'euthanasie pour le cas où il ne pourrait plus exprimer sa volonté ou s'il se trouvait dans un état où l'euthanasie pourrait éventuellement être appliquée en exécution de la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie.

Le formulaire (à télécharger ou à demander au bureau de la population) doit être complété par la personne elle-même ou, si la personne est dans l'incapacité physique de la rédiger et de la signer, par une personne majeure (mais dans des conditions strictement définies dans la loi).

La déclaration doit obligatoirement être établie en présence de deux témoins majeurs dont un au moins n'a aucun intérêt matériel au décès du patient.

La « Rubrique 2 » est facultative.

Enfin, la déclaration doit mentionner le nombre d'exemplaires dont elle fait l'objet et l'endroit où ceux-ci sont conservés. La date et l'endroit où la déclaration anticipée a été rédigée doivent être mentionnés et chaque personne ayant participé à la rédaction de la déclaration doit dater celle-ci et la signer en indiquant sa qualité.

Lorsqu'elle est complète, la déclaration originale doit être déposée à l'administration communale qui procède à son enregistrement au SPF Santé publique. Un accusé de réception vous sera remis.

La déclaration doit être reconfirmée tous les 5 ans.